



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-7-1/2025-7-15]

Edición quincenal,
por *Luc de l'Arbre*

Mardi 1^{er} juillet.

Ituri : deux personnes tuées au cours d'une attaque menée par des présumés miliciens Zaïre. Vers une heure du matin ce lundi, un groupe d'hommes armés identifiés appartenant à la milice d'autodéfense Zaïre a fait irruption à Masumbuko. Deux civils ont été tués dans cette attaque. Pris de panique, plusieurs habitants ont fui leurs domiciles pour se réfugier dans des localités voisines. À la suite de cette attaque, la situation sécuritaire s'est rapidement détériorée. Un rassemblement de miliciens de la Codeco a été signalé dans la zone de Drodro dès l'avant-midi de ce lundi, tandis que des coups de feu ont été entendus dans la localité de Blukwa, où un autre groupe armé est actif. Des appels à la retenue se multiplient pour exhorter les deux parties à respecter le protocole de paix signé les 28 et 29 juin à Aru par les leaders de six groupes armés locaux. Ce protocole engageait les signataires à une cessation des hostilités.

Félix Tshisekedi revient sur l'accord de paix lors de son discours à la nation. « Cet accord de paix ouvre une voie à une nouvelle aire de stabilité », a déclaré le président Tshisekedi lors de son allocution, mais « cette paix précieuse reste fragile », a-t-il mis en garde avant d'ajouter qu'elle « exige, de tous, un engagement indéfectible. » Concernant le sujet sensible des réparations pour les crimes commis dans l'est du pays - qui ne figure pas dans cet accord de paix de Washington - il a promis de continuer à exiger justice pour les victimes et que les responsables des atrocités répondent de leurs actes. « **Un acteur central** ». Autre sujet sensible, celui de la vente de minerais aux États-Unis. Le chef de l'État a confirmé la signature prochaine d'un accord avec les Américains dans le secteur minier qui fera de la RDC « un acteur central de la transition énergétique mondiale », a-t-il assuré, avant d'ajouter que les retombées économiques bénéficieront aux Congolais et de promettre que les ressources du pays ne seront jamais bradées et qu'aucun compromis ne sera toléré. Enfin, le chef de l'État a abordé la question d'unité nationale. « Il est temps de transcender les clivages. C'est dans cet esprit que j'ai rencontré Martin Fayulu », a-t-il précisé, qualifiant son échange avec l'opposant d'étape importante vers une politique de réconciliation. **Appel à un « dialogue national inclusif »** Martin Fayulu a également réagi, lundi 30 juin, à l'accord de paix signé à Washington. « Cet accord, bien que perfectible, peut représenter une opportunité pour faire taire les armes », a réagi l'opposant qui appelle la communauté internationale à faire respecter les résolutions condamnant l'offensive des rebelles du M23 et qui appelle surtout à un « dialogue national inclusif sans délai, car l'heure n'est plus à l'antagonisme stérile mais à la réconciliation et la cohésion nationale », affirme-t-il. (RFI)

Ituri : 850 000 déplacés regagnent Irumu grâce à l'accalmie sécuritaire dans le territoire. Ce retour massif est le fruit de l'accalmie sécuritaire observée dans la région, conséquence des opérations conjointes menées par les Fardc et l'armée ougandaise, ainsi que du respect de la cessation des hostilités par le groupe armé FPIC. «Malheureusement, il n'existe plus d'infrastructures d'accueil. Les abris, écoles et centres de santé ont été détruits par les belligérants. Ces familles reviennent, mais n'ont rien pour reconstruire leur vie », alerte M. Kesezo. La société civile en appelle à l'intervention urgente de l'État congolais et de ses partenaires pour porter assistance à ces populations « abandonnées ».

La Monusco renforce la numérisation de la gestion carcérale au Nord-Kivu. L'initiative a réuni les responsables pénitentiaires des villes de Beni, Butembo et Lubero. Chaque participant a reçu un scanner mobile et un disque dur externe, des outils qui permettront de sécuriser et centraliser les données carcérales, jusque-là souvent gérées de manière manuelle et vulnérable. Cette action s'inscrit dans les efforts de la Monusco pour soutenir l'État de droit et renforcer les capacités institutionnelles dans les zones affectées par l'instabilité.

Crash d'un aéronef à Minembwe : l'armée évoque une violation de l'espace aérien congolais. L'atterrissement en catastrophe d'un avion non identifié sur une colline à Madegu, dans le territoire de Fizi, le 30 juin, continue de défrayer la chronique. Dans un communiqué, les Fardc affirment que leurs radars ont détecté un aéronef non identifié pénétrant illégalement l'espace aérien congolais sans autorisation préalable. Après des vérifications d'usage, « les Fardc ont pris des mesures appropriées pour garantir la sécurité de notre espace aérien et préserver notre intégrité nationale », sans préciser si l'avion a été abattu par l'armée. Selon des sources locales, l'appareil aurait perdu le contrôle avant de s'écraser dans les hauteurs de Madegu, non loin de Minembwe. Selon Moïse Nyarugabo, notable de la communauté Banyamulenge, l'avion a été affrété pour acheminer des médicaments et du matériel médical destinés à des populations locales en détresse humanitaire dans la région. L'administrateur du territoire de Fizi, rejette cette version en rappelant que toutes les aides humanitaires transitent par des circuits autorisés, notamment via le CICR, Médecins du Monde et les zones de santé.

Nouvelles arrestations à Sake lors d'une opération de bouclage menée par l'AFC/M23. C'est la 4^{ème} opération de ce type dans la région. Dès 5 h du matin, les rebelles ont quadrillé les quartiers Mosquée, Virunga, Bikali et Ndolero, forçant plusieurs centaines d'habitants, jeunes, adultes et même des personnes âgées, à sortir de chez eux pour une vérification d'identité dans un stade local. Vingt personnes ont été arrêtées pour leurs liens présumés avec les Fardc, les Wazalendo ou encore les rebelles hutus FDLR. Ces individus ont été transférés à Goma, mais aucune information indépendante ne confirme les circonstances exactes de leur détention. Deux jeunes auraient été blessés par balle alors qu'ils tentaient de fuir l'opération. Aucun bilan officiel n'a encore été publié par l'AFC/M23. Depuis le début de ces opérations de bouclage dans les localités de Sake et Kimoka, près de 80 personnes auraient été interpellées pour des soupçons de collaboration avec des groupes adverses. Des organisations locales de défense des droits humains expriment leur vive inquiétude face à la nature de ces arrestations. Elles redoutent des exactions, des détentions arbitraires, voire des atteintes à l'intégrité physique des personnes arrêtées, dans un contexte où l'accès à l'information indépendante est fortement limité.

Mercredi 2 juillet.

Sud-Kivu : plaidoyer pour la réouverture des banques dans les zones sous occupation. « Les fonctionnaires, enseignants, étudiants et opérateurs économiques n'ont plus accès à leurs salaires, crédits ou épargnes », a dénoncé le vice-président de la société civile du Sud-Kivu. Depuis la prise de Bukavu et Goma par les rebelles du M23/AFC, les banques et institutions de microfinance ont suspendu leurs activités. Cette situation freine la circulation monétaire, bloque les projets en cours et exacerbe la flambée des prix sur les marchés locaux. Plusieurs habitants de Bukavu se rendent désormais au Rwanda pour effectuer des retraits bancaires. Le gouvernement congolais, avait précisé que la fermeture des banques n'est pas une décision politique, mais une mesure liée aux risques sécuritaires pour les épargnants et aux sanctions internationales visant les groupes armés occupant ces zones.

Maniema : l'ONG UWAKI et le PNUD impliquent les populations clés dans la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose. Ces populations clés comprennent notamment les professionnels du sexe, les utilisateurs de drogues injectables, les personnes transgenres et les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. L'objectif principal de cette initiative est de les intégrer activement dans la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose, maladies qui continuent de toucher lourdement les groupes vulnérables. Pour plusieurs participants issus de ces communautés, cette rencontre marque une avancée significative en matière d'inclusion et de reconnaissance sociale. La réunion a permis aux participants de prendre des engagements concrets : se faire dépister régulièrement, adopter des comportements responsables, et sensibiliser leurs pairs. « Ces catégories ont longtemps été oubliées dans la lutte contre le VIH/SIDA. Or, elles regroupent encore des poches de vulnérabilité qu'il faut intégrer dans nos efforts de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge, notamment via le programme JCCM que nous déployons dans la province ».

Le gouvernement s'engage à réparer les droits des victimes des conflits. Le président a rappelé que la réparation constitue l'un des quatre piliers de la justice transitionnelle, aux côtés de la vérité, de la justice et des garanties de non-répétition. Il a souligné que la paix véritable ne peut exister sans mémoire ni reconnaissance des souffrances endurées. « Le gouvernement réaffirme sa volonté inébranlable de ne laisser aucune victime dans l'ombre », a-t-il conclu.

RDC-Rwanda: un accord sans les rebelles, une paix sans les victimes. Une semaine après la signature de l'accord de paix entre la RDC et le Rwanda, les interrogations s'accumulent. Le texte signé à Washington, sous l'égide des États-Unis, prévoit notamment un plan de neutralisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe armé hutu accusé par Kigali d'être à l'origine de ces incursions militaires en territoire congolais. Mais la mise en œuvre de ce plan s'annonce délicate, tant sur le plan militaire que politique. *Un calendrier resserré pour un objectif ambitieux.* Le document prévoit une opération de neutralisation des FDLR en quatre étapes. D'abord, la création d'un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité, censé être opérationnel d'ici au 27 juillet. Ce mécanisme doit permettre la planification conjointe des actions militaires entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les troupes rwandaises. Suit une phase de préparation de 15 jours destinée à localiser les positions des FDLR et à collecter des renseignements. La troisième étape, opérationnelle, est la plus délicate : pendant trois mois, les forces congolaises sont appelées à intervenir sur le terrain. L'objectif affiché est double : d'un côté, la neutralisation des FDLR ; de l'autre, la levée des mesures dites défensives du Rwanda, notamment les déploiements militaires rwandais. Mais l'équation est loin d'être simple. Des éléments des FDLR sont disséminés aussi bien dans les zones contrôlées par les FARDC que dans celles tenues par l'AFC/M23. Ces groupes refusent toujours de déposer les armes. Ils avaient demandé l'année passée à la médiation angolaise de faciliter un dialogue direct avec Kigali, sans succès. Le risque de nouveaux affrontements dans les mois à venir est réel. *Des civils peu considérés dans le processus.* Autre faiblesse majeure de l'accord : la place réservée aux victimes civiles du conflit. Si les populations déplacées ou réfugiées sont mentionnées, avec un engagement des deux États à garantir leur retour volontaire, sûr et digne, le texte reste silencieux sur toute forme de justice ou de réparation. Aucun mécanisme de vérité, d'indemnisation ou d'accompagnement psychosocial n'est prévu. Pourtant, plusieurs voix, à commencer par celle du prix Nobel de la paix, le docteur Denis Mukwege, mais aussi du président congolais Félix Tshisekedi, ont régulièrement plaidé pour une prise en charge des victimes dans le cadre du processus de paix. À ce stade, ces revendications ne se traduisent pas encore dans les textes officiels. *Un accord entre États, sans l'AFC/M23.* L'autre absent de poids dans l'accord de Washington est l'AFC/M23. Ce groupe armé, soutenu par Kigali selon de nombreux rapports onusiens, n'est pas signataire. Les discussions avec le M23 se poursuivent dans un cadre parallèle, celui des négociations de Doha, sous la médiation du Qatar. À ce jour, ces discussions sont presque au point mort. Un premier projet d'accord avait été présenté, mais une contre-proposition a bloqué les pourparlers. Les deux camps restent irréconciliables sur la méthode : Kinshasa exige un désengagement immédiat du M23, le cantonnement des troupes et le retour de l'autorité de l'État. Le M23, lui, réclame d'abord des mesures de confiance, un cessez-le-feu, puis la signature d'un accord global. Si les négociateurs qatariens restent mobilisés, et si la pression américaine ne faiblit pas, aucun compromis ne semble imminent. *Un cadre de surveillance diplomatique délicat.* Pour garantir l'application de l'accord de Washington, deux dispositifs sont prévus : le mécanisme conjoint de coordination, et un comité de surveillance conjointe. Ce dernier aura pour tâche de recevoir les plaintes, documenter les violations et proposer des solutions. Il pourra également mettre en place des mécanismes ad hoc, en cas de besoin. Sur le papier, l'architecture diplomatique paraît solide. Mais tout dépendra de la volonté réelle des États concernés à respecter les engagements pris. En l'absence de sanctions ou de garanties fortes, la portée de cet accord pourrait rapidement s'éroder. (RFI)

Jeudi 3 juillet.

« **Le partenariat entre la Banque mondiale et la RDC est robuste et se porte bien** », affirme Albert Zeufack, le directeur-pays de la Banque mondiale. Le portefeuille de la Banque mondiale pour la RDC s'élève à environ 8 milliards USD. « Il ne s'agit pas seulement d'avoir du financement. Il s'agit de transformer ce financement en meilleures conditions de vie des populations, par une mise en œuvre transparente, une gestion sans corruption et un contrôle de gestion efficace ». Samedi 21 juin, le Gouvernement congolais et la Banque mondiale avaient conclu des accords de financement portant sur cinq projets majeurs : Développement d'Inga III : 250 millions USD, Appui budgétaire en gouvernance, transparence et résilience économique : 600 millions, Résilience face aux inondations urbaines : 200 millions, Développement du transport et de la connectivité : 440,2 millions et Appui à la transformation numérique : 400 millions.

Nord-Kivu : les opérateurs économiques s'engagent aux côtés du gouverneur pour restaurer les infrastructures. Lors de cet échange, les discussions ont porté sur les axes prioritaires de développement, notamment la restauration des infrastructures essentielles dans une province fragilisée par l'insécurité persistante. « Nous voulons redonner de l'espoir à la population. Malgré les agressions et les défis, nous avons décidé de ne plus rester les bras croisés », a déclaré le responsable de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Butembo-Lubero.

Clôture sans incident majeur de l'ENAFEP 2025 même dans les zones sous occupation du M23. Au total 2 342 864 candidats ont été enregistrés cette année aux épreuves de l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP). Elles se sont achevées ce 2 juillet à Kinshasa, dans le calme et sans incidents majeurs, même dans les zones sous



occupation de la rébellion du M23 et dans les centres hors-frontières situés dans des pays limitrophes. Des élèves satisfaits à Kinshasa : « On est contents d'avoir terminé. Ce n'était pas facile, mais on a tenu jusqu'au bout ».

Sud-Kivu : reprise progressive des activités humanitaires après la crise de février. Le 2 juillet à Bukavu, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a présenté les résultats du projet ECHO HIP 2024, mis en œuvre dans les zones de santé de Fizi et Minova. Ce projet visait à renforcer la surveillance épidémiologique pour une détection rapide et une réponse efficace aux maladies à potentiel épidémique, telles que le choléra et le Mpox. Les résultats atteints dépassent 80 % des objectifs fixés, marquant une avancée significative dans la prévention des épidémies. De son côté, Médecins Sans Frontières (MSF) Sud-Kivu/Maniema présente ce jeudi à Bukavu son rapport annuel 2024, mettant en lumière les besoins médico-humanitaires persistants dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema.

Ituri : 30 000 réfugiés sud-soudanais en détresse dans la chefferie de Kakwa. Arrivés depuis mars 2025, ces réfugiés sont hébergés dans des familles d'accueil locales, elles-mêmes en situation de vulnérabilité. Face à l'urgence, Médecins Sans Frontières (MSF) a déployé deux équipes de cliniques mobiles pour assurer des consultations gratuites et appuyer les structures sanitaires locales. Selon le chef de mission de MSF, plus de 1 600 personnes ont déjà été consultées, souffrant majoritairement de paludisme et de malnutrition. « La malnutrition infantile atteint 6 %, et le paludisme représente plus de 70 % des consultations. Les besoins sont énormes, notamment en vivres et articles non alimentaires ».

Rébellion de l'AFC/M23 : l'ONU révèle la présence d'au moins 6 000 soldats rwandais en RDC. Un rapport du groupe d'experts de l'ONU précise que ces soldats rwandais renforcent la rébellion dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il indique également que des forces spéciales ont été déployées entre janvier et mai 2025 dans ces deux provinces pour appuyer l'AFC/M23, notamment lors des offensives sur Goma et Bukavu. Après la prise de Goma, une partie des troupes est rentrée au Rwanda, tandis que l'autre a été redéployée à Bukavu pour y mener des opérations discrètes, selon ce rapport onusien. Parmi les responsables cités figurent James Kabarebe, ministre rwandais de la Coopération régionale et ancien chef d'état-major de l'armée, le général Vincent Nyakarundi, chef d'état-major des Forces de défense rwandaises (RDF), ainsi que le général Patrick Karuretwa, président de la Haute Cour militaire du Rwanda. Les RDF auraient établi un quartier général à Gisenyi, ville frontalière de Goma, dont l'objectif ne serait pas la neutralisation des FDLR, mais plutôt la conquête de territoires. Cette stratégie aurait permis à l'AFC/M23 de se renforcer et au Rwanda d'accéder aux ressources minières, aux terres agricoles et d'accroître son influence politique en RDC. Ce rapport mentionne un vaste recrutement effectué par l'AFC/M23, incluant d'anciens militaires des Fardc, des combattants Wazalendo, d'anciens militaires rwandais et des membres de la diaspora, enrôlés de manière volontaire ou sous contrainte.

L'AFC/M23 poursuit sa progression au Sud-Kivu face aux groupes wazalendo affaiblis par des rivalités internes, notent les experts ONU. Contrairement aux précédentes conquêtes, cette fois-ci le mouvement rebelle proche de Kigali a fait croître son influence dans l'Est de la RDC. Ce mouvement rebelle occupe une grande partie des provinces du Nord et du Sud-Kivu. Des initiatives de paix en cours pour tenter de trouver un accord avec Kinshasa n'ont pas encore donné des résultats escomptés malgré la signature de l'accord de Washington entre la RDC et le Rwanda. La semaine dernière devant le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, la délégation de la RDC avait dénoncé la course expansionniste de la coalition AFC-M23-RDF qui étend ses conquêtes menaçant la ville d'Uvira frontalière avec le Burundi. (**Actualité CD**)

Vendredi 4 juillet.

Une usine d'oxygène médical livrée pour améliorer l'accès aux soins vitaux au Maniema. Cette usine s'inscrit dans la vision de la couverture santé universelle promue par le Chef de l'État. La production d'oxygène médical marque une avancée majeure dans la lutte contre les détresses respiratoires, un problème longtemps décrié dans la province de Maniema. Cette l'usine peut produire jusqu'à 52 bouteilles par jour, soit une capacité quotidienne de 50 000 litres d'oxygène par bouteille, couvrant ainsi une grande partie des besoins hospitaliers de la province. La province du Maniema devient ainsi la 23^{ème} du pays à bénéficier d'une telle infrastructure, dans le cadre d'un programme national visant à doter toutes les provinces de centres autonomes de production d'oxygène médical.

Conflit dans l'Est de la RDC : Kinshasa réaffirme sa volonté de poursuivre le processus de Doha avec l'AFC/M23. Interrogée sur les huit conditions dites "mesures de confiance" posées par le mouvement rebelle pour l'aboutissement du processus de paix avec le Gouvernement, la cheffe de la diplomatie congolaise a assuré que toutes les revendications - notamment la reconnaissance du mouvement, la libération de certains prisonniers, ou encore l'intégration de combattants dans l'armée nationale - feront l'objet de discussions encadrées au cours des pourparlers de Doha, qui doivent se poursuivre dans les prochains jours. Mme Kayikwamba a toutefois précisé que toute éventuelle

réintégration dans les forces armées ou la police sera soumise à une sélection rigoureuse, conformément aux normes et aux impératifs de sécurité nationale. Par ailleurs, elle a annoncé que dans un délai de trois mois, un cadre d'intégration économique régionale sera lancé. Ce projet s'inscrit dans la logique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et vise à impulser une nouvelle dynamique de transformation économique locale dans les zones affectées par les conflits.

Un Okapi en captivité relance l'espoir touristique à la Réserve de Faune à Okapi. Baptisée Tundana, cette jeune femelle Okapi a été capturée le 17 février en pleine forêt de Babilia-Babombi, à 16 km du site de la réserve. Mise en quarantaine, elle fait actuellement l'objet d'une observation stricte pour garantir son adaptation en captivité. « Cette captivité va relancer le tourisme dans la région, treize ans après que 14 Okapis ont été tués par les miliciens mai-mai Simba ». Il ajoute que l'impact social est aussi considérable : « Des membres des communautés autochtones, notamment des pygmées, sont employés pour fournir le fourrage spécifique nécessaire à l'alimentation de l'animal ».

Incendie de 39 maisons à Bukavu : un mort et plus de 500 personnes sinistrées, au quartier Nyakaliba, dans la commune de Kadutu, faisant d'importants dégâts humains et matériels : 39 maisons ont été complètement consumées par les flammes. Le drame a causé la mort d'un enfant de 7 ans, tandis que 572 personnes, issues de 117 ménages, se retrouvent désormais sans abris. L'origine exacte de l'incendie n'est pas encore confirmée. Toutefois, certaines sources sur place évoquent une mauvaise installation électrique comme cause probable du sinistre. La plupart des habitations touchées étaient construites en planches, ce qui a favorisé la propagation rapide du feu.

Kinshasa : 270 présumés criminels arrêtés dans le cadre de l'opération Ndobo II, une vaste campagne sécuritaire menée à travers la ville-province de Kinshasa. Cette initiative vise à freiner la montée de la criminalité urbaine dans la capitale congolaise. Cette deuxième phase de l'opération Ndobo fait suite à une première vague d'interpellations qui avait permis d'appréhender 2 600 présumés délinquants. Parmi eux, environ 500 ont été jugés, condamnés.

Bruno Lemarquis alerte sur la situation critique de 7 millions de déplacés en RDC. Le coordonnateur de l'action humanitaire en RDC, s'est dit profondément préoccupé par l'insuffisance d'aide humanitaire destinée aux populations victimes de diverses crises au pays. A l'heure actuelle, de nombreux programmes d'intervention humanitaire sont à l'arrêt. Ce défi est principalement dû, à la suspension, par les États-Unis, de leurs contributions aux actions humanitaires dans le monde via l'agence USAID. Il dit appuyer tous les processus de paix en cours en RDC.

L'armée ougandaise étend son empreinte en RDC: des intérêts au-delà de la sécurité. Plus de 1 000 soldats ougandais supplémentaires ont été déployés à Bunia, mais aussi dans les territoires de Mahagi et Djugu, en Ituri, selon les experts de l'ONU. Ce déploiement s'est fait sans l'approbation préalable du gouvernement congolais, il ne relevait pas non plus du mandat officiel de l'opération conjointe Shujaa, précisent les mêmes sources. À la tête de cette opération figure le général de division Felix Busizoori, commandant de la 4ème division d'infanterie ougandaise. L'Ouganda a justifié cette intervention par la nécessité de lutter contre le mouvement armé Codeco. Mais selon les experts, les motivations ougandaises vont au-delà de la protection des civils : il s'agirait aussi de protéger des intérêts économiques et géopolitiques, notamment dans le commerce des minéraux et de l'or, l'exploitation du pétrole et du gaz dans le lac Albert, ou encore les échanges transfrontaliers et des contrats jugés lucratifs. La présence des militaires ougandais est mal perçue à Bunia. Les Forces armées congolaises, les autorités provinciales et une partie de la communauté Lendu y ont vu une menace directe. Selon les experts onusiens, pour désamorcer les tensions et éviter une confrontation avec une seconde armée étrangère, le président congolais Félix Tshisekedi a entériné le déploiement. (RFI)

Samedi 5 juillet.

Signature du contrat pour la réhabilitation du chemin de fer Kisangani-Ubundu. « Ce contrat a été conclu entre, la RDC et un consortium composé de la société sud-coréenne KECC et de l'entreprise congolaise Masco Énergies, avec l'appui financier de la banque Equity BCDC ». Cette signature marque le passage à la phase opérationnelle d'un « projet structurant pour le désenclavement du nord-est du pays, faisant suite au protocole d'accord signé quelques semaines auparavant pour la réhabilitation des tronçons ferroviaires Kisangani-Ubundu et Kindu-Kalemie ». Le début des travaux d'une durée de 36 mois est prévu dans 15 jours. Opérationnelle depuis l'époque coloniale (1904), la SNCC/Kisangani a perdu son dynamisme d'antan. Le matériel roulant et les infrastructures n'ont pas connu de renouvellement, conduisant à l'arrêt complet du trafic voyageur en 2019. Les wagons hors d'usage restent immobilisés dans les dépôts de la société.

Grève des défenseurs judiciaires pour réclamer l'interpellation du procureur près le TGI de Butembo. À l'origine de ce mouvement de grève, se trouve une série de griefs portés contre le procureur du parquet près le TGI de Butembo : « Nous dénonçons des abus de pouvoir, dont l'arrestation arbitraire de trois de nos confrères, relâchés ensuite contre de l'argent, sans justification. Il y a aussi des actes d'intimidation, des arrestations sans base légale, et des décisions judiciaires régulièrement sabotées », explique le porte-parole des grévistes. Les grévistes exigent que ce procureur soit interpellé devant la chambre provinciale de discipline du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) du Nord-Kivu.

Libération de 200 pêcheurs congolais arrêtés par la marine angolaise, parmi les 234 opérant dans les îlots du fleuve Congo à Kimuabi dans le territoire de Moanda. Ils affirment eux-mêmes avoir été en captivité dans la province Do Soyo en Angola, sans en connaître les raisons. Ces arrestations à la fois arbitraires, intempestives et sauvages deviennent inadmissibles et nécessitent des explications claires de la part des gouvernements.

À peine signé, déjà fragilisé : l'accord de Washington survivra-t-il aux menaces de Kagame ? « Félix Tshisekedi a juste été appelé au bureau, et on lui a donné le pouvoir », a déclaré Paul Kagame, remettant frontalement en question la légitimité de son homologue congolais. Selon lui, le scrutin de décembre 2023 n'aurait été qu'une mascarade. Ces propos contredisent le ton plus conciliant adopté par Kinshasa lors de la signature, le 27 juin à Washington, d'un accord présenté comme un jalon pour une désescalade entre les deux pays. Lors de cette cérémonie, présidée par le secrétaire d'État américain Marco Rubio, les chefs de la diplomatie rwandais et congolais s'étaient engagés à mettre en œuvre les recommandations de la résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais dans son discours, Paul Kagame s'est montré peu enclin à l'apaisement. Il a réaffirmé la doctrine sécuritaire de Kigali, martelant : « Si les Forces démocratiques de libération du Rwanda continuent d'être là, le problème continue et le Rwanda sait ce qu'il faut faire. [...] Nous n'avons besoin de la permission de personne pour protéger notre pays. » Cette ligne dure, familière, intervient alors qu'un rapport confidentiel des Nations unies affirme que 6 000 soldats rwandais, dont des forces spéciales, ont été déployés début 2025 dans l'Est congolais, avec le recours à d'anciens membres des FDLR pour des missions de renseignement. Des faits que Kigali n'a pas commentés, mais que plusieurs chancelleries considèrent comme une ingérence militaire directe. Paul Kagame s'en est également pris à la communauté internationale, accusant certains États européens et africains d'avoir soutenu un « gouvernement qui tue son propre peuple » et de s'être massés « le long de notre frontière » avec armes et soldats. « Ce qui s'est passé n'était qu'une fraction de ce que nous pouvions faire », a-t-il prévenu, avant de souligner : « Je ne me vante pas. Je dis juste la vérité à qui veut bien l'entendre. » Interrogé sur la mise en œuvre de l'accord de Washington, le président rwandais s'est montré ambigu : « Le Rwanda fera tout ce que nous avons convenu de faire. Mais si les autres ne respectent pas leurs engagements, cela aura des conséquences sur ce que nous avons accepté. » Ces déclarations sèment le doute sur la sincérité de Kigali dans le processus de paix. Les chances de réussite de l'accord paraissent d'autant plus fragiles que les griefs réciproques n'ont pas disparu. Félix Tshisekedi, dans son discours de la fête de l'indépendance le 30 juin, a réaffirmé sa volonté de « rétablir pleinement l'autorité de l'État » dans l'Est de la RDC, d'« exiger justice pour les victimes » et de refuser toute « solution précaire ». Le contraste est frappant. Là où Kinshasa s'inscrit dans une rhétorique de reconstruction et de justice, Kigali persiste à conditionner toute stabilité au démantèlement des FDLR, quitte à en faire un prétexte pour intervenir militairement. Alors que les discussions de Doha doivent se poursuivre, la tonalité belliqueuse du discours du président rwandais pose une question : comment bâtir une paix durable avec un partenaire qui, tout en apposant sa signature sur un accord, continue de délégitimer son vis-à-vis et d'affirmer son droit unilatéral d'action militaire transfrontalière ? L'avenir du processus lancé à Washington dépendra donc non seulement de la volonté politique affichée, mais aussi de la capacité des parrains de l'accord (les États-Unis et le Qatar en tête) à contenir les ambitions, à lever les ambiguïtés et à surveiller l'exécution des engagements. Sans quoi, l'accord de paix risque de rejoindre la longue liste des cessez-le-feu mort-nés dans la région des Grands Lacs. (Actualité CD)

Cinq villages de Rutshuru vidés de leurs habitants à la suite des combats entre M23 et Wazalendo. Cette instabilité persistante provoque des déplacements massifs de populations cherchant à fuir les zones de combat. Selon des sources locales, les combats ont opposé les Wazalendo du groupe CMC aux rebelles du M23, qui tentent de maintenir leur emprise sur les localités conquises. Les accrochages s'étendent de Nyanzale à Katsiru, en passant par Bukombo et Nyarubande. Certaines familles déplacées ont trouvé refuge dans le camp de Ibuga, à Kashuga, où elles lancent un appel urgent à l'aide.

Kalemie : trois blessés et quatre comptoirs d'or dévalisés lors d'une attaque armée. L'attaque s'est déroulée dans l'enclos connu sous le nom d'«Escale», situé à proximité du marché Katanga-Kivu, dans la commune de Kalemie. Ce site abrite plusieurs commerces, notamment des comptoirs d'achat d'or. Les assaillants, lourdement armés, ont tiré plusieurs coups de feu avant de procéder au cambriolage, qui a duré plus d'une heure. Ils ont opéré en toute tranquillité avant de disparaître dans la nature. Les forces de l'ordre ne sont intervenues que deux heures après les faits.

Dimanche 6 juillet.

Patrick Muyaya à Paul Kagame : « Ses mensonges répétés commencent à toucher à leur fin ». Le porte-parole du Gouvernement congolais, estime que les mensonges répétés de ce dernier sur la présence de ses troupes en RDC « commencent à toucher à leur fin ». Il regrette que Paul Kagame cherche, à travers sa sortie médiatique, à détourner l'attention des Congolais, qui attendent la mise en œuvre effective de l'accord de paix : « Comment vous pouvez constamment nier les activités illicites dans l'Est de la RDC, alors que nous avons été à table et nous avons signé l'accord (de Paix RDC-Rwanda, le 27 juin à Washington sous l'égide des Etats-Unis d'Amérique) ? On ne peut pas signer l'accord lorsqu'on n'a pas été engagé dans un conflit ».

Les personnes vivant avec le VIH au Nord-Kivu affectées par l'arrêt du financement de l'USAID. « Si cette catégorie de personnes n'est plus en charge, c'est-à-dire qu'on serait en train de favoriser la propagation du VIH d'une manière sournoise. Ne serait-ce que ces deux aspects-là sont déjà suffisants pour constater le dégât énorme que le manque de cet appui va causer au niveau de la communauté et au niveau de notre province », poursuit Aubin Mongili.

La Caritas poursuit la paie des enseignants de Masisi, depuis deux semaines, via mobile money. Cependant, ces enseignants se disent insatisfaits. Ils disent être pénalisés par l'accumulation des arriérés de salaires. Pour certains d'entre eux, sur les six mois d'arriérés, ils ne reçoivent qu'un ou deux mois seulement. La majorité des enseignants n'ont par ailleurs pas accès à leurs salaires. D'après eux le problème est loin d'être entièrement résolu.

L'année scolaire prend fin sans remise des bulletins, dénoncent l'ANAPECO et le SYECO. Pour l'Association nationale des parents d'élèves du Congo : « Ça porte préjudice parce que les parents qui ont constaté que les enfants devaient changer d'école sont pénalisés parce qu'ils n'ont aucune preuve fiable pour démontrer que les enfants ont été à l'école et qu'ils méritent ce transfert ». Le Syndicat des enseignants du Congo, lui exige une enquête sur ce qu'elle qualifie de «possible détournement systémique » des fonds destinés à l'impression des bulletins scolaires. Elle appelle les autorités judiciaires à sanctionner les responsables impliqués afin de restaurer la confiance dans le système éducatif national.

Ituri : le HCR ferme son bureau opérationnel d'Aru. Cette fermeture s'inscrit dans le cadre d'une restructuration imposée par la crise de liquidités que traverse l'Organisation des Nations unies. Désormais, les activités du HCR dans la région seront coordonnées depuis les bureaux de Bunia et Faradje. Le HCR assure qu'il continuera à fournir une assistance aux milliers de réfugiés et personnes déplacées dans cette localité. Cette aide sera mise en œuvre à travers des organisations non gouvernementales partenaires présentes sur le terrain, telles que COPIE et Médecins Sans Frontières.

Plus de 30 000 Sud-Soudanais réfugiés en Ituri depuis le mois de mars. Les premiers réfugiés sont arrivés au mois de mars... ils étaient environ 10 000. Certains faisant des allers-retours avec le Soudan du Sud en fonction de la situation sécuritaire. Mais ces dernières semaines, le mouvement s'est accéléré. Ils sont aujourd'hui plus de 30 000, à Kakwa, en majorité des femmes et enfants. Et en situation de très grande précarité, explique le chef de mission Médecins sans frontières : « De ce que nous, nous avons reçu comme témoignages, c'est que leurs habitations ont été détruites de l'autre côté de la frontière. Ils se sont enfuis, cachés dans la forêt, avant de passer la frontière. Ils ont perdu tous leurs biens, ils n'ont quasiment plus rien du tout. Ils sont très exposés à la propagation du paludisme : ils ne sont pas protégés, ils n'ont pas de moustiquaires ni quoi que ce soit. Et le facteur aggravant, c'est que c'est la saison des pluies qui commence. Donc, c'est le moment où il y a un pic de palu qui commence. » 70% des personnes consultées sont atteintes de malaria, déplore MSF qui a déployé des cliniques mobiles. Et le taux de malnutrition infantile est très élevé. Au départ, ces réfugiés étaient accueillis par des familles locales. Aujourd'hui, ils sont trop nombreux et sont installés dans des camps informels, sans latrines ni eau potable. Et surtout trop près de la frontière, s'inquiètent les autorités. (RFI)

RDC : Entre conflit et carence, l'Est de la RDC face à une double urgence (Communiqué IFRC). Selon les dernières données du Cluster Sécurité Alimentaire (FSC), plus de 28 millions de personnes (un quart de la population) ont besoin d'aide humanitaire. Entre septembre 2024 et mai 2025, l'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 10 %, avec une hausse de 28 % en phase 3 (crise) et 39 % en phase 4 (urgence). Les violences armées, les déplacements massifs, et la fermeture d'infrastructures vitales aggravent la situation. Au Nord-Kivu, l'aéroport de Goma est fermé. Au Sud-Kivu, 400 000 déplacés sont recensés, dont 60 % en insécurité alimentaire sévère. En Ituri et au Tanganyika, les conflits fonciers et la dégradation des moyens de subsistance limitent l'accès à l'aide, réduisent la production agricole et exacerbent ainsi l'insécurité alimentaire. « La souffrance des populations congolaises ne peut plus être ignorée. Nous faisons face à une crise évitable si nous agissons maintenant. J'en appelle à une mobilisation urgente, solidaire et coordonnée de la communauté internationale pour sauver des vies et restaurer la dignité de millions de personnes en

détresse en RDC », Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Malgré des besoins urgents, la réponse humanitaire est sous-financée : seulement 6 % des 1,11 milliard USD requis ont été mobilisés. Sur les 7,3 millions de personnes cibles, 2,6 millions risquent de ne recevoir aucune aide. Les efforts se concentrent sur les 4,7 millions les plus vulnérables.

Lundi 7 juillet.

Après sa béatification à Rome : le Bienheureux Floribert Bwana Chui célébré dans sa terre natale. Floribert Bwana Chui, ancien cadre de l'Office congolais de contrôle (OCC), a été assassiné en 2007 à l'âge de 26 ans pour avoir refusé de céder à la corruption en bloquant l'entrée de denrées alimentaires avariées à Goma. Son geste héroïque, motivé par sa foi chrétienne, a été reconnu par le pape François en novembre 2024, ouvrant la voie à sa béatification, célébrée le 15 juin dernier à Rome, en la basilique Saint-Paul-hors-les-Murs. Le point culminant de ces trois jours d'activités aura lieu ce mardi 8 juillet à 9h, avec la translation du corps du Bienheureux Floribert depuis le cimetière de Kanyamuhanda jusqu'à la cathédrale Saint-Joseph de Goma, désormais sanctuaire d'adoration. Une messe d'action de grâce y sera célébrée en présence de fidèles, de membres du clergé et de délégations venues de l'étranger. En amont de cette célébration, la communauté Sant'Egidio de Goma, à laquelle appartenait Floribert, a organisé dimanche 6 juillet une grande fête fraternelle. Des enfants et des personnes vulnérables ont partagé un repas avec les membres de la délégation venue de Rome, dont le père Francesco Tedeschi, postulateur de la cause de béatification.

Promulgation de la “Loi Loando” sur l'aménagement du territoire. Cette réforme, dote enfin le pays d'un cadre juridique clair, moderne et participatif, destiné à planifier, organiser et gérer le territoire de manière durable et efficiente. Cette loi est un outil pour mettre fin aux constructions anarchiques, aux superpositions de titres fonciers, ainsi qu'aux conflits de compétences entre institutions. Elle repose sur une vision d'un territoire congolais organisé, viable et mieux connecté, avec une affectation claire pour chaque espace du pays.

Kasaï-Oriental : signature d'un pacte de paix entre trois chefs coutumiers après 40 ans de conflits fonciers. Les communautés Bena Kapuya, Bena Shimba et Bena Muembi, du territoire de Katanda (Kasaï-Oriental), ont signé un acte de paix historique. Les conflits entre ces communautés portaient principalement sur des différends de délimitation foncière. Pour garantir une paix durable, les chefs coutumiers ont sollicité l'implication des experts de l'Institut géographique du Congo (IGC) afin de procéder à une délimitation claire et consensuelle des terres.

Selon le rapport d'Experts des Nations-Unies, l'Ouganda conditionne son soutien matériel au mouvement rebelle de Thomas Lubanga par la prise de contrôle de zones stratégiques proches du lac Albert. "Le 24 février 2025, le CRP/FRP a lancé une première attaque armée contre la base navale des FARDC à Nyamamba, dans le territoire de Djugu, faisant de nombreuses victimes et entraînant l'enlèvement d'un commandant de la PNC. Des sources au sein du mouvement ont indiqué que l'attaque visait à prendre le contrôle de zones stratégiques proches du lac Albert, condition préalable posée par l'Ouganda pour la fourniture de soutien et de matériel. L'attaque a été repoussée par les Fardc. Bien que le CRP/FRP ait semblé affaibli par l'échec de l'offensive, il a maintenu sa concentration sur cette zone stratégique, comme en témoignent les affrontements incessants en mars et avril", lit-on dans le rapport du groupe d'experts des Nations-Unies. Suivant une stratégie similaire à celle employée par l'AFC/M23 poursuit le rapport, le CRP/FRP a prétendu représenter une plateforme regroupant tous les principaux groupes armés d'Ituri et a publié une structure de direction attribuant des rôles à leurs représentants. "Le 10 janvier 2025, à Kampala, Thomas Lubanga a signé les statuts portant création d'un nouveau mouvement politico-militaire, la Convention pour la révolution populaire/Force pour la révolution populaire (CRP/FRP), dont l'objectif déclaré était de renverser le gouvernement de la RDC. Les efforts visant à créer la CRP/FRP ont été menés par Thomas Lubanga à Kampala à partir de septembre 2024 avec au moins le soutien moral et passif des autorités ougandaises. Les commandants zaïrois Fidèle Babala, Pharaon et Logo Marine ont joué un rôle dans la création de la CRP, ce dernier occupant le poste de chef d'état-major adjoint de la CRP/FRP". Dans un communiqué rendu public au mois de mars dernier, Thomas Lubanga Dyilo, criminel de guerre et condamné déjà par la CPI a officialisé son mouvement dénommé la convention pour la révolution populaire. Selon le communiqué, la CRP se veut être le corps qui porte en lui l'esprit de changement qui anime tous les Congolais censés faire face à la mauvaise gouvernance politique du pays caractérisée par les détournements, la corruption, la kleptocratie, la kakistocratie, l'égocratie, le caporalisme, le patrimonialisme, le tribalisme, le népotisme, le clientélisme. (**Actualité.CD**)

Matadi : lancement d'une campagne de sensibilisation sur la gestion des déchets plastiques à Nzanza. L'objectif de cette sensibilisation est de réduire la pollution plastique dans la ville en transformant les déchets plastiques en matériaux durables, tout en contribuant à la préservation de l'environnement. Ce programme intervient dans un contexte marqué par des inondations récurrentes à Nzanza, souvent causées par l'obstruction des canalisations par des déchets plastiques.

Le Parc national des Virunga produit 42 Mégawatts pour le Nord-Kivu, devenant ainsi le principal fournisseur d'électricité de la province grâce à ses 4 centrales hydroélectriques, de Mutwanga, Matebe, Luviro et Rwanguba. L'électricité produite par le parc a permis une nette amélioration des conditions de vie des populations locales, le renforcement de la sécurité grâce à l'éclairage public et l'émergence d'un tissu industriel local dynamique, créateur d'emplois et de richesse. Virunga Energie compte dans la province du Nord-Kivu 40 000 abonnés, dont 2000 entreprises.

Mardi 8 juillet.

RDC : 127 nouveaux cas confirmés de Mpox. Les cas confirmés de Mpox sont majoritairement des individus âgés de 15 à 34 ans, a précisé le même communiqué. « Depuis 2024 jusqu'au mois de juin 2025, 89.109 cas suspects de Mpox ont été investigués en RDC et 603.338 personnes ont été vaccinées », a indiqué la même source.

Kinshasa : un laboratoire biomédical bientôt opérationnel à Kinkole grâce au soutien de l'AFD. Ce projet financé par l'Agence française de développement (AFD) vise à améliorer significativement l'accès aux soins pour près de 700 000 personnes. Cette structure de santé entend faciliter les laborantins de l'Hôpital général de Kinkole souvent confrontés à plusieurs difficultés pour analyser les échantillons. En plus de ses capacités diagnostiques, le laboratoire en construction sera doté d'un incinérateur de dernière génération, garantissant une meilleure gestion des déchets hospitaliers. Cinq autres laboratoires similaires sont en construction dans six zones de santé de Kinshasa, pour un coût total de 12 millions d'euros.

Maniema : plaidoyer pour la cooptation des pygmées dans les assemblées provinciales. Cette proposition vise à renforcer leur représentation dans les instances décisionnelles, en tenant compte de leur statut de minorité souvent marginalisée. Le forum propose en outre une révision du système de répartition des sièges dans les circonscriptions : pour toute zone disposant de plus de deux sièges, l'un devrait être réservé à une femme ou à une personne en situation de handicap, pour favoriser l'inclusion. Les organisateurs appellent ainsi à une démocratie plus représentative, tenant compte des réalités locales et des populations historiquement marginalisées.

Les armées congolaises et ougandaises pilonnent les rebelles ADF en Ituri. C'est la première fois que cette force conjointe, baptisée Shuja, cible les rebelles ougandais dans cette zone. Cette opération militaire intervient alors que la RDC et l'Ouganda ont décidé d'élargir leurs opérations conjointes contre les ADF. Il y a deux semaines, les deux pays ont signé un mémorandum d'entente, qui prévoit le renforcement de ces opérations sur le terrain. Et leur élargissement à plusieurs autres territoires. Un récent rapport du groupe d'experts des Nations unies révèle que ces opérations militaires conjointes lancées il y a 3 ans à Beni et à Irumu (Ituri) n'ont pas permis de neutraliser ce groupe armé.

À New York, Samuel Mbemba plaide pour la compétence de la CPI sur le crime d'agression. Dans son intervention, le ministre ad interim de la Justice a souligné que l'impunité ne devait plus être tolérée pour les auteurs de crimes d'agression, qui sont souvent à l'origine de violations massives des droits humains. « La CPI est actuellement compétente pour le crime de génocide, le crime de guerre et le crime contre l'humanité, qui sont souvent les conséquences directes du crime d'agression. Il est donc essentiel qu'elle puisse également juger ce dernier », a-t-il déclaré.

RDC : Une plainte déposée à Bruxelles contre la famille Tshisekedi

Une plainte a été déposée devant la justice belge contre neuf membres de la famille Tshisekedi (belle-sœur, fils, frères, cousins et même la première dame du pays), présentés comme "coauteurs et complices d'actes de corruption et autres comportements infractionnels". Elle a été déposée mardi matin entre les mains de la procureure fédérale Ann Fransen par les avocats Bernard et Brieuc Maingain au nom de plusieurs organisations non gouvernementales katangaises et de quatre anciens directeurs de la Gécamines. "Trop, c'est trop", explique un membre d'une des ONG katangaises, qui souligne "le niveau jamais vu de la prédatation de ce clan au pouvoir. Au fil des ans et de notre histoire, les plus hautes autorités congolaises ont toutes puisé dans les richesses du Grand Katanga mais jamais ce vol ne s'est apparenté à un tel pillage. Chaque mois, ce sont des dizaines de millions d'euros qui sont détournés des caisses de l'État et de nos provinces par une famille et leurs associés avec la complicité de certains États". La plainte évoque notamment l'Arabie saoudite et l'Île Maurice où sont déversées des montagnes de dollars en attente de blanchiment. La plainte insiste encore sur le fait que les neuf personnes ciblées dans cette démarche ne sont pas les seuls prédateurs du secteur minier katangais. Le document déposé à Bruxelles ne s'intéresse "que" aux personnalités belges qui peuvent être poursuivies par notre justice. "D'autres plaintes pourraient être introduites prochainement dans d'autres pays dont sont originaires d'autres pilleurs de nos richesses", explique un des plaignants. **Plainte impossible au Congo.** Ceux-ci rappellent aussi que, "normalement, toutes ces plaintes auraient dû être gérées par un organe de poursuite localisé en RDC. Malheureusement, les auteurs de ces pillages se sont introduits dans toutes les strates de l'appareil d'État et sont

parvenus à neutraliser la justice et les forces de l'ordre de sorte qu'il est devenu impossible de se faire entendre et de défendre nos droits en RDC". Ils insistent encore sur le risque encouru par celles et ceux qui oseraient présenter un tel dossier en RDC. "Déjà sous Kabila, la prédatation était massive et les menaces très claires contre ceux qui osaient parler, mais on a poussé les curseurs bien plus loin avec le clan Tshisekedi. Le pillage est systématique et les violences bien plus marquées que sous le précédent régime, explique un membre de la société civile katangaise. Aujourd'hui, c'est le règne de la peur avec des méthodes franchement mafieuses et une violence inouïe. Le Katanga est mis sous la coupe de cette organisation criminelle qui peut aussi compter sur le soutien de certains responsables politiques locaux qui se sont enrichis de manière colossale sur le dos des Katangais." La gouverneure du Lualaba, Fifi Masuka, très proche du président Tshisekedi, est présentée comme un pion essentiel de cette organisation. Le nom de la dame apparaît à plusieurs reprises dans les textes des ONG qui ont documenté le pillage de la Gécamines, notamment aux côtés de ressortissants chinois et européens servant le plus souvent de prête-nom ou de paravent pour les membres de la famille Tshisekedi. **Enquête détaillée.** Le document, désormais entre les mains du procureur fédéral belge, repose notamment sur des dizaines de travaux rédigés par des ONG qui ont enquêté sur les méthodes et les filières utilisées par les membres du clan Tshisekedi pour l'exploitation, à des fins personnelles, des minerais, mais aussi sur leur mainmise sur la plupart des juteux business de la sous-traitance minière. Les terrils, mines, remblais exploités en toute opacité et illégalité par les Tshisekedi et leurs complices sont identifiés avec précision. "La Gécamines, qui a succédé à l'Union minière du Haut-Katanga, a toujours été l'élément moteur de l'économie du Zaïre ou du Congo. Son administration a longtemps été très scrupuleuse. On peut donc savoir précisément ce que contiennent les remblais ou les dépôts de la Gécamines. Et ce qui a été volé" par le clan Tshisekedi, explique un autre plaignant. "Il sera donc aisément de lui demander des comptes dans un proche avenir." "On sait précisément qui, quoi et où. Quand ces gens quitteront le pouvoir, nous pourrons récupérer ce qui nous a été volé", poursuit son voisin, avant d'expliquer que la liste des Congolais disposés à témoigner auprès de la justice belge va s'étoffer. "La peur va changer de camp. Beaucoup savent, mais se taisent actuellement. Plus des plaintes comme les nôtres avanceront, plus l'impunité reculera et plus ceux qui savent s'exprimeront. Un mouvement est en marche. Il sera difficile de le stopper. Une famille ou un clan n'a jamais fait plier longtemps un pays." (La Libre Afrique)

Mercredi 9 juillet.

Retour massif de réfugiés congolais à Tchomia. Depuis deux mois, les premiers mouvements des réfugiés congolais en provenance de l'Ouganda ont été observés du côté de la localité lacustre congolaise de Tchomia et sa périphérie sur le littoral du Lac Albert. Les derniers groupes sont arrivés le week-end dernier à Tchomia et Kasenyi. Ce mouvement retour est motivé surtout par l'accalmie constatée dans la région, grâce aux opérations conjointes des armées congolaise FARDC et ougandaise (UPDF). A cela s'ajoute aussi la vulnérabilité de ces réfugiés à cause du manque d'assistance alimentaire dans le camp des réfugiés en Ouganda, déclare le service provincial de la Protection civile, qui cite des témoins.

60 cas suspects de choléra et 9 décès en une semaine dans la province de Mai-Ndombe. Les signalements de choléra dans le Mai-Ndombe proviennent de cinq zones de santé différentes, illustrant une propagation inquiétante de la maladie dans plusieurs localités. Le rapport publié par la DPS indique que les équipes sanitaires sont déjà mobilisées et que des mesures de riposte sont en cours : campagnes de sensibilisation sur l'hygiène, traitement des points d'eau contaminés et prise en charge des cas dans les centres de traitement du choléra.

La dépouille du bienheureux Floribert Bwana Chui transférée à la cathédrale Saint-Joseph de Goma. La dépouille de Floribert Bwana Chui a été déplacée du cimetière de Kanyamuhanga jusqu'au sanctuaire d'adoration de la cathédrale Saint-Joseph. Des nombreuses personnes, dont des jeunes, sont venus prier en souvenir de cet homme laïc qui a marqué l'histoire. « *C'est notre fierté* » Dans son homélie, Le président de la Cenco et archevêque de Lubumbashi, Mgr Fulgence Muteba, a appelé les fidèles à suivre l'exemple de Floribert Bwana Chui. « Il a fait la différence en démontrant que celui qui est armé de la foi en Jésus-Christ ne peut pas reculer devant l'invasion des antivaleurs », assure-t-il. En sa mémoire, une avenue de Goma porte désormais son nom depuis ce le 7 juillet. Ancien contrôleur des douanes, Floribert Bwana Chui a été assassiné en 2007 à l'âge de 26 ans, pour avoir refusé de laisser entrer en RDC des vivres avariés.

25 condamnations pour violations graves des droits humains à Lubero. Le Tribunal militaire de Butembo a prononcé des condamnations sévères contre 24 militaires et un civil reconnus coupables de violations graves des droits humains, dont 13 cas de viols sur mineures. Les prévenus ont écopé de peines allant de 5 à 20 ans de servitude pénale principale, certains étant condamnés à la peine capitale. Ils devront également verser des amendes et dommages-intérêts pouvant atteindre 25 000 USD. Les faits jugés (violences sexuelles, meurtres et homicides) ont été commis entre 2021 et 2024 dans la commune rurale de Lubero et ses environs.

Olivier Ndoole publie « Le Parc national des Virunga à l'épreuve des réalités locales », aux éditions Jets d'encre. Ce livre explore à la fois les menaces qui pèsent sur le parc et les opportunités qu'offre ce site classé au patrimoine mondial, notamment en période de conflits armés dans la région. Il s'agit de la 3^{ème} publication de cet activiste climatique et défenseur des droits fonciers, connu pour son engagement sur les questions environnementales et sociales au Nord-Kivu.

Est de la RDC: des délégués du gouvernement et de l'AFC/M23 au Qatar pour un round décisif. Les délégations du gouvernement congolais et celles du mouvement rebelle AFC/M23 sont bien arrivées à Doha où doivent se poursuivre les négociations entamées depuis plusieurs mois. Ce nouveau round se distingue des précédents par son niveau de représentation. Le mouvement politico-militaire est notamment représenté par Benjamin Mbonimpa, son secrétaire exécutif. Il fait office de Premier ministre du mouvement. Côté Kinshasa, la composition de la délégation reste discrète. Mais plusieurs sources confirment la présence de certains membres ayant participé à la signature de l'accord de paix à Washington. Une source diplomatique proche du dossier y voit un round déterminant. Et insiste : sa réussite dépendra du respect des engagements pris par les deux parties, à savoir un cessez-le-feu et la libération de prisonniers, entre autres. C'est sur ce point justement que les États-Unis et le Qatar exercent une pression particulière. Mais sur le terrain, les deux parties se regardent toujours en chiens de faïence avec le renforcement sur certaines lignes de front. L'AFC/M23 affirme attendre la mise en place de mesures de confiance avant d'aller plus loin dans les négociations. (RFI)

Jeudi 10 juillet.

RDC-Rwanda : pour Human Right Watch, l'accord ne s'attaque pas à l'impunité, facteur pourtant clé des conflits dans la région. "L'accord s'aligne directement sur les intérêts stratégiques des États-Unis, et est en adéquation avec la tendance du président Donald Trump à privilégier une politique étrangère transactionnelle. Si les avantages offerts à la RDC d'une part, pour ses minerais, et au Rwanda de l'autre, en tant que plateforme potentielle de transformation des minerais, peuvent amener les deux pays à la table des négociations, mon expérience dans la région m'a appris qu'une paix durable ne peut être instaurée que si la reddition des comptes pour les violations des droits humains commises par toutes les parties figure au premier plan des discussions", indique Lewis Mudge, directeur pour l'Afrique centrale à Human Rights Watch. "Toutefois, si cet accord offre l'occasion la plus concrète depuis des années de mettre fin aux exactions commises contre les civils dans l'est de la RDC, il ne s'attaque malheureusement pas à l'impunité, un facteur pourtant clé des conflits dans la région. Sa bonne mise en œuvre sera toutefois fonction de la surveillance continue du gouvernement américain et du soutien du Congrès". Et d'ajouter : "De graves abus ont été commis par le groupe rebelle M23, qui contrôle des zones clés de l'est de la RDC, et par les forces gouvernementales rwandaises qui le soutiennent. De son côté, le gouvernement congolais devrait aussi rendre des comptes pour les exactions commises par ses propres troupes et les milices qui lui sont alliées". (Actualité.CD)

Environ 500 otages des ADF et 150 ex-combattants réinsérés en 3 ans au Nord-Kivu et en Ituri (ONG). Ces personnes kidnappées par ces rebelles dont des femmes et enfants, mais aussi, des combattants de ce groupe armé sont sortis de ses rangs grâce à la pression militaire dans le cadre des opérations conjointes Fardc-armée ougandaise (UPDF) contre ces rebelles dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. A cela, s'ajoutent la sensibilisation menée par l'ONG internationale Bridgeway Foundation. L'objectif de cette démarche est d'encourager les rebelles ADF qui sont enrôlés parfois de force à se désengager de ce groupe armé. Il s'agit aussi d'assurer leur prise en charge psychologique ainsi que celle des ex-otages et assurer leur réinsertion dans leurs communautés respectives.

Renforcement du partenariat minier entre la RDC et la France. Kinshasa et Paris ont décidé, le 7 juillet, de renforcer leur partenariat bilatéral autour de la valorisation du secteur minier. Cette question était au centre d'un échange entre le ministre congolais des Mines et son homologue français chargé du Commerce extérieur, à Paris. Selon un communiqué du ministère des Mines, cette rencontre visait à garantir un développement durable et souverain des ressources naturelles de la RDC. Les deux personnalités ont également discuté : de l'accès des produits miniers congolais au marché européen; du soutien aux investissements français dans la transformation des ressources ; et de la promotion de la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Cet échange a marqué une étape importante dans la redéfinition des axes de coopération économique entre Kinshasa et Paris, avec un accent particulier sur la valorisation locale des minerais stratégiques tels que le cobalt, le cuivre, le coltan, le diamant et autres.

Nord-Kivu : mobilisation contre la fraude et la contrebande minières. Cette déclaration a été faite mercredi 9 juillet à Beni, lors du forum minier qui a réuni les autorités locales, les acteurs du secteur, la société civile et les opérateurs économiques. Le gouverneur a souligné que ces pratiques illicites plombent non seulement les recettes publiques, mais

portent également atteinte à la crédibilité de l'État congolais sur le plan international. La rencontre avait pour objectif d'améliorer le climat des affaires dans la province, de susciter un engouement accru des investisseurs et de relever les défis structurels du secteur minier au Nord-Kivu.

Des populations du Nord-Kivu privées d'accès à leurs champs par les rebelles du M23. Les paysans de Runzenze, Marangara (où se trouve un centre de santé), Kasali, les escarpements de Kirumba et Lukarara, tous situés dans les groupements de Tongo et Bambo, n'accèdent plus à leurs champs. Selon plusieurs sources locales, les habitants, chassés de leurs villages depuis fin mai par les combats entre le M23 et les FDLR, vivent aujourd'hui dans une détresse extrême, réfugiés à Rushovu, Kiyenje, Hohe, Rushege et Kalengera. Les populations déplacées demandent à être autorisées à rejoindre leurs champs, même temporairement, afin de sauver ce qui peut encore l'être. Cependant, des notables affirment que les rebelles continuent de bloquer l'accès à la zone, bien qu'aucun affrontement n'y soit actuellement signalé.

Alerte sécuritaire et humanitaire dans le territoire d'Ango face à l'afflux massif de réfugiés centrafricains. Environ 40 000 réfugiés centrafricains ont traversé la frontière. Parmi eux : 35 000 réfugiés sont installés à Zapay, dans la chefferie Sasa, 3 000 réfugiés se trouvent à Pasi, en chefferie Mopoy. Ces chiffres n'incluent pas les Mboroso et leurs cheptels, dont le nombre reste inconnu à ce jour. L'administrateur pointe du doigt la porosité des frontières et le manque d'effectifs des forces de sécurité, qui favorisent l'entrée incontrôlée des réfugiés.

Début des travaux de déminage à l'aéroport de Goma. Selon certaines sources aéroportuaires à Goma, les travaux d'entretien sont exécutés par l'équipe de nettoyage de la société « Maison Gradie », désormais renforcée par l'expertise des démineurs afin de prévenir tout danger en cas de découverte d'un engin explosif ou d'un objet suspect. Ces travaux interviennent après que la cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, a demandé à la hiérarchie de l'AFC/M23, lors de son passage à Goma le 13 juin dernier, de permettre la reprise des activités de l'aéroport.

4 morts et des dégâts matériels importants après une pluie diluvienne à Bunia. Une violente pluie s'est abattue dans la nuit du 10 juillet sur la ville de Bunia (Ituri), causant la mort de quatre enfants, la disparition d'un cinquième, ainsi que d'importants dégâts matériels. La Protection civile provinciale appelle à la vigilance en cette période de fortes précipitations. Des abris de déplacés sur le site de Kigonze ont également été détruits, forçant des centaines de personnes à passer la nuit à la belle étoile, aggravant encore la précarité de ces sinistrés.

Vendredi 11 juillet.

Nord-Kivu : 9 163 crimes graves recensés à Rutshuru entre 1996 et 2023, selon l'ONG Badilika. Le rapport, de l'organisation congolaise de défense des droits humains Badilika constitue une actualisation du rapport mapping des Nations Unies, avec pour objectif de documenter les atrocités, établir les responsabilités et lutter contre l'impunité dans une région marquée par des décennies de conflits. Trois mouvements rebelles liés au Rwanda sont cités comme principaux responsables : AFDL : 4 380 violations, AFC/M23 : 1 524 violations et FDLR : au moins 650 violations. Ces groupes sont accusés de massacres, tortures, disparitions forcées et exécutions sommaires, notamment dans les zones de Rumangabo, Tchanzu et Runyonyi, où des centres de détention illégaux auraient été utilisés. Face à la gravité des faits, Badilika appelle à : la mise en place d'une enquête internationale indépendante, la libération des détenus arbitraires, la restitution des corps aux familles et un accompagnement médical, psychologique et juridique pour les victimes.

Accord RDC-Rwanda : Human Rights Watch appelle à une surveillance américaine renforcée. La mise en œuvre effective de l'accord de paix signé le 27 juin dernier entre la RDC et le Rwanda, sous l'égide des États-Unis, dépendra d'une surveillance continue du gouvernement américain et du soutien actif du Congrès, selon un rapport de Human Rights Watch (HRW) intitulé « Des minerais pour la paix ? Comment faire respecter l'accord entre le Rwanda et la RD ». Le rapport insiste sur plusieurs points clés : le retrait des troupes rwandaises de la RDC, la fin des abus du M23, notamment les attaques contre les civils, une évaluation indépendante du respect des engagements par des observateurs internationaux. HRW dénonce la duplicité du gouvernement rwandais et appelle les États-Unis à imposer des sanctions ciblées en cas de non-respect de l'accord. HRW pointe également la responsabilité du gouvernement congolais, notamment son soutien aux milices alliées, impliquées dans des exactions graves. L'organisation appelle à leur démantèlement immédiat et à une rupture avec les pratiques compromettantes.

Bunia : la diffusion des radios locales boostée grâce à l'énergie solaire. Les radios communautaires, publiques et privées bénéficient aujourd'hui d'une amélioration notable de leurs conditions de diffusion, grâce à un appui logistique de la Monusco. Depuis 2023, une dizaine de ces médias ont reçu des kits de panneaux solaires, fournis par la section de Communications stratégique de la Mission onusienne. Ces équipements ont permis de stabiliser la diffusion, parfois



même 24 heures sur 24. « Ces kits de panneaux solaires nous ont permis d'élargir notre grille de programme », explique le directeur de Radio Merveille Bunia. Outre l'équipement solaire, ces radios ont également bénéficié de formations en écriture journalistique, renforçant leurs capacités professionnelles pour mieux servir leurs communautés.

A Walikale, l'ONG GAPE retire 54 enfants de sites miniers, dont 24 filles. Toutefois le coordonnateur du Groupe d'Actions pour la Protection de l'Enfance reste préoccupé par le nombre croissant de filles mineures livrées à la débauche, et les garçons engagés dans des travaux pénibles comme le creusage, le tri et le lavage des minerais. Face à cette situation alarmante, GAPE sollicite l'intervention des autorités politico-administratives pour sécuriser les 36 sites miniers que compte Walikale ; ainsi que l'appui des organisations humanitaires, notamment en matière de protection de l'enfance et de réinsertion scolaire. « La place des enfants, ce n'est pas dans les sites miniers, mais à l'école et dans la famille ».

RDC : 743 lauréats de l'ENA mis à la disposition de l'État en dix ans, se réjouit Tombola Muke. « Ils sont très appréciés et contribuent à la transformation de l'appareil administratif. La mission de l'école est donc bien remplie. Les diplômés de l'ENA font un travail salué par tous », a affirmé le directeur général de l'École nationale d'administration (ENA). Depuis sa création, l'ENA a connu une évolution marquée par des moments forts, témoignant de son rôle crucial dans la formation des cadres de l'État congolais. Outre la formation initiale, elle propose via sa direction de la formation continue des programmes de renforcement des capacités et de perfectionnement.

Epidémie du choléra en RDC : plus de 33 500 cas recensés dans 17 provinces. Trois nouvelles provinces la Mongala, le Kwilu et le Maï-Ndombe sont désormais touchées. Le ministre précise que la Tshopo est la plus affectée, suivie par le Sud-Kivu et Kinshasa, où l'on enregistre en moyenne 130 cas par semaine. Il a insisté sur les mesures d'hygiène comme principale barrière contre la maladie : « Le choléra se transmet par voie buccale, par l'eau ou les aliments contaminés. Lavez-vous les mains, consommez de l'eau propre et des aliments bien cuits ». Il a également dénoncé le manque d'assainissement dans certaines zones, notamment autour du port, où la défécation dans l'eau est une pratique courante.

Est de la RDC: Washington veut un accord final avant la fin du mois, l'Église catholique reste réservée. L'Église catholique reconnaît un pas en avant. Pour elle, le processus de paix engagé a le mérite d'inclure toutes les parties. « Il faut parler avec tout le monde », disait Mgr Nshole, le secrétaire général de la Cenco, au lendemain de la signature de l'accord à Washington. Mais l'Église reste critique sur le contexte. Le cardinal Fridolin Ambongo parle d'ailleurs de « siècles d'extractivisme, d'esclavage et d'exploitation ». Il évoque une logique défendue, selon lui, par Donald Trump. « Congolais et Rwandais, vous êtes en guerre entre vous à cause des minerais, et moi, le grand Trump, j'arrive, je vous réconcilie, et vous me donnez les minerais », affirme Fridolin Ambongo. « Il a tenté cette solution en Ukraine, ça n'a pas marché. Et chez nous, tout le monde court, tout le monde a peur de Trump. Assez de fausses décisions », poursuit le cardinal. Les autorités congolaises, elles, ne partagent pas cette analyse. Elles soutiennent la médiation américaine et souhaitent voir les accords aboutir. De leur côté, les Églises catholique et protestante appellent toujours à un dialogue national. À travers leur initiative intitulée « Pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et la région des Grands Lacs », elles veulent impliquer toutes les parties prenantes pour bâtir des solutions durables. (RFI)

Samedi 12 juillet.

Ituri : l'armée met en garde contre l'enrôlement des étudiants dans la milice CRP de Thomas Lubanga. Un réseau de recruteurs affiliés à la Convention pour la révolution populaire (CRP), ciblerait principalement les étudiants et élèves, en leur promettant de fausses bourses d'études à l'étranger pour les enrôler dans la rébellion. Les FARDC ont également annoncé leur intention de poursuivre, toute personne complice de ce réseau de recrutement. Selon plusieurs témoignages, des jeunes de l'Ituri ont déjà été manipulés et envoyés dans des centres de formation militaire, notamment à Chanzu, sous prétexte de suivre des formations en informatique ou en mécanique.

RDC-Ouganda : Kampala rouvre ses postes-frontières avec la zone du Nord-Kivu tenue par l'AFC/M23. Depuis le 10 juillet, les postes-frontières de Bunagana et d'Ishasha entre l'Ouganda et la RDC ont été rouverts à l'initiative de Kampala. Situés, côté congolais, dans la province du Nord-Kivu, ils se trouvent dans une zone sous contrôle de l'AFC/M23, ce qui avait conduit les autorités congolaises à interdire l'accès aux opérateurs économiques depuis 2022. Pour Kinshasa, le groupe armé utilisait les recettes qu'il tirait du transit par ces deux points de passage transfrontaliers pour financer ses opérations militaires. **Une victoire pour l'AFC/M23.** Lors de la cérémonie - très médiatisée - de réouverture des deux postes-frontières, les représentants ougandais ont toutefois tenu un tout autre discours. Défendant leur importance économique, un porte-parole de l'armée ougandaise a ainsi estimé que leur fermeture depuis plusieurs mois relevait d'une décision « criminelle et contre-productive » qui bloquait des échanges commerciaux cruciaux pour les communautés vivant de part et d'autre de la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Quoi

qu'il en soit, cette mesure est en tout cas vécue comme une victoire pour l'AFC/M23 qui cherche à légitimer son administration et ses rapports avec ses voisins. Selon des informations les responsables du mouvement en discutaient d'ailleurs depuis plusieurs mois avec Kampala. Si elle agace évidemment les autorités congolaises, cette réouverture n'a en revanche encore donné lieu à aucune réaction officielle de la part de Kinshasa où certains affirment ne pas comprendre l'attitude de l'Ouganda. (RFI)

Réouverture du poste frontière de Bunagana : Kinshasa demande des explications à Kampala. Le poste frontalier terrestre de Bunagana, situé entre le district de Kisoro (Ouganda) et le territoire de Rutshuru (RDC), a été rouvert officiellement ce 10 juillet 2025 par les autorités ougandaises, en l'absence des officiels congolais. Cette décision intervient alors que la zone congolaise demeure sous le contrôle de l'AFC/M23, depuis son occupation en juin 2022.

Attaque des ADF à Irumu : le bilan passe de 31 à 66 morts, dans plusieurs villages de la chefferie de Walese Vonkutu. Ces civils ont perdu la vie lors d'attaques des rebelles des ADF, entre les 08 et 10 juillet, dans quatre villages situés à la limite entre l'Ituri et le Nord-Kivu. Ces rebelles fuient la traque de la coalition des armées congolaise (FARDC) et ougandaise (UPDF), qui pilonnent depuis près d'une semaine leurs bastions dans la forêt de Lolwa.

Maniema : 72 nouveaux éco-gardes prêtent serment pour protéger le parc national de la Lomami. Le parc national de la Lomami, situé dans la province du Maniema, fait face à de nombreuses menaces, notamment la chasse clandestine pratiquée par les riverains. Pour renforcer sa protection, 72 éco-gardes de la deuxième promotion ont prêté serment le 10 juillet à Dingi, après trois mois de formation, portant à 154 le nombre total d'agents affectés à la conservation de ce site.

Dimanche 13 juillet.

L'opposition et les forces sociales congolaises dénoncent les limites de l'accord de paix RDC-Rwanda. Dans une déclaration commune, une dizaine de partis et plateformes politiques, parmi lesquels Ensemble pour la République, le Front commun pour le Congo et le Cadre de concertation des forces politiques et sociales, reconnaissent l'existence de cet accord, mais dénoncent ses limites. Pour eux, le texte signé aux États-Unis ne permet pas de garantir une paix durable. Il se limite, disent-ils, à une lecture bilatérale de la crise, en négligeant l'implication d'autres puissances régionales. L'opposition insiste surtout sur les racines internes du conflit. Elle accuse le pouvoir congolais d'autoritarisme, dénonce des atteintes à la Constitution, la corruption, le népotisme et un recul de l'État de droit. Les signataires appellent donc à un dialogue sincère entre Congolais, comme le suggèrent les évêques de la CENCO et de l'ECC. Ce dialogue, selon eux, est le seul moyen pour restaurer la cohésion nationale.

Le Gouvernement et l'UE conviennent de la mise en œuvre accélérée du programme UPS. Cette rencontre a permis aux parties prenantes d'évaluer l'état d'avancement du programme Unis pour la paix et la sécurité (UPS) et de définir les prochaines étapes opérationnelles. Les discussions ont porté sur quatre axes principaux : l'accompagnement de la réforme de l'armée ; le renforcement de la redevabilité et du lien de confiance entre les forces armées et la population ; le soutien à la modernisation de l'administration de la Défense ; le renforcement des capacités de l'armée afin de mieux protéger les populations civiles dans les zones de conflit. La RDC et l'UE ont également envisagé l'intensification des activités dans certaines provinces prioritaires, notamment Kinshasa, le Nord-Kivu, le Kasai Central et l'Ituri, où les besoins sécuritaires sont particulièrement urgents. Dans son discours, le vice-Premier ministre de la Défense a souligné l'importance de rendre ce projet visible et bénéfique pour la population congolaise, en faveur d'une armée républicaine et responsable. Financé à hauteur de 29,6 millions d'euros par l'UE la période 2023-2027, le programme Unis pour la paix et la sécurité est mis en œuvre conjointement par Expertise France et l'Agence belge de développement (ENABEL).

Lancement d'un projet transfrontalier RDC-Ouganda financé par l'UE. Il vise à renforcer la cohésion sociale, la sécurité et inciter la croissance économique entre les deux pays voisins. Des délégations venues des territoires de Djugu, Aru, Mahagi et Irumu ont pris part à la présentation de ce projet, dont la durée est de trois ans. Ce programme est financé par l'Union européenne à hauteur de 25 millions USD, pour les deux pays. Il sera question de promouvoir la croissance économique en facilitant la libre circulation des personnes et de leurs biens. Pour atteindre cet objectif, de nombreux ouvrages seront construits dans les deux pays. En outre, un appui technique sera accordé aux services étatiques installés aux frontières des deux pays en vue d'améliorer leurs conditions de travail.

Nord-Kivu : les malles d'examen d'État et du TENASOSP 2025 réceptionnées à Beni, le déploiement démarre. Dès ce dimanche 13 juillet, les malles ont commencé à être acheminées vers les différentes destinations : Goma, Rutshuru et Masisi, Walikale, Sud-Kivu via bateau depuis Goma. La conseillère du gouverneur du Nord-Kivu, en

charge de l'éducation a également précisé les dates clés : Test national de sélection et d'orientation scolaire et professionnelle (TENASOSP), à partir du 17 juillet et Examen d'État ordinaire du 28 au 31 juillet.

Coupures d'électricité et pénurie d'eau menacent la sécurité et l'hygiène à la prison centrale de Matadi. La prison centrale de Matadi est alimentée en courant à partir du réseau du Camp Molayi, mais subit des coupures fréquentes entre 16 h et 22. Le directeur de la prison propose comme solution la mise en place d'une ligne électrique dédiée, partant directement de la cabine. Un devis soumis depuis 2024 par la direction provinciale de la SNEL au gouvernement provincial reste sans suite à ce jour. Concernant l'eau potable, bien que la source soit située au Camp Molayi, la baisse de pression empêche l'alimentation régulière de la prison. Face à ces défis, le directeur de la prison exhorte les autorités provinciales à agir rapidement pour prévenir les risques sécuritaires et améliorer les conditions de détention.

L'opposition dénonce l'augmentation du nombre de déplacés internes, de réfugiés et d'exilés politiques. L'appel au dialogue n'est pas inédit, mais, cette fois, les opposants insistent sur la sincérité du processus. Selon eux, le pouvoir, tout en affichant un soutien mesuré à l'initiative de médiation lancée par les Églises catholique et protestante, chercherait en coulisses à influencer les facilitateurs en posant des conditions qui remettraient en cause leur neutralité. L'opposition met en garde contre ce qu'elle décrit comme un « dialogue de façade », destiné à légitimer la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, sans véritable débat démocratique. Elle évoque, sans détours, une série de dérives qu'elle estime être à l'origine de l'instabilité persistante en RDC tels que le recul démocratique, les violations répétées de la Constitution, le harcèlement des voix dissidentes, la corruption généralisée, le népotisme et le tribalisme. Des maux qui, selon les opposants, nourrissent le chaos et la violence, bien au-delà des tensions avec le Rwanda voisin. À leurs yeux, l'augmentation du nombre de déplacés internes, de réfugiés et d'exilés politiques représente aujourd'hui l'un des symptômes les plus frappants d'une crise qui s'enracine profondément. Tant que ces causes internes ne seront pas traitées de manière sérieuse et approfondie, la paix durable restera une illusion. L'opposition appelle une véritable concertation nationale, avec pour objectif, dit-elle, de « remettre le pays sur les rails de la démocratie et de la paix durable ». (RFI)

Ituri : 4 civils tués, d'autres brûlés vifs et des maisons incendiées à Otomabere. Des hommes armés, venus de l'ouest de la RN4 en direction du sud-est, ont attaqué le village d'Otomabere/Bwanasura, dans la chefferie de Walese Vonkutu, territoire d'Irumu, dans la soirée du samedi 12 juillet 2025. Des sources locales pointent du doigt des terroristes ADF qui ont attaqué le village avant d'être rapidement repoussés par les forces armées des FARDC présentes dans la région. Cette attaque survient alors que ces terroristes sont traqués par la coalition FARDC-UPDF dans le territoire de Mambasa. Certains pensent que ces terroristes se vengent sur les civils suite à l'opération visant à traquer ce mouvement terroriste.

Lundi 14 juillet.

L'APF adopte une résolution soutenant l'accord de paix signé à Washington entre la RDC et le Rwanda. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a salué la volonté commune des deux pays de tourner la page des conflits et d'ouvrir une nouvelle ère de coopération bilatérale entre leurs gouvernements et parlements. « Mon pays, la RDC, est prêt à faire la paix avec son voisin », a déclaré Vital Kamerhe, président de l'Assemblée nationale congolaise. « Le Rwanda est également prêt à soutenir toute démarche menant à la paix », a répondu Harerimana Mussa Fazili, vice-président de la Chambre des députés du Rwanda. Une résolution aux implications régionales.

Deux ans après la mort de feu Chérubin Okende, sa famille fustige le silence du Chef de l'État. Le parquet général près la Cour de cassation avait conclu à un suicide à l'issue de son enquête. Une thèse que la famille du défunt continue de rejeter, réclamant la réouverture du dossier afin que justice soit rendue. Des procédures ont également été engagées par la famille éprouvée auprès de l'Union africaine et de l'Union interparlementaire. Sur le plan pénal, elle déclare attendre la réouverture de l'affaire devant le parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe. Le corps sans vie de l'ancien ministre des Transports, Chérubin Okende, avait été retrouvé à bord de son véhicule tôt le matin du 13 juin 2023, sur l'avenue des Poids Lourds, dans la commune de la Gombe.

Sud-Kivu : des combattants du de l'AFC/M23 accusés d'avoir abattu 5 civils à Karambi. Cinq civils ont été abattus entre les 11 et 12 juillet courant par des hommes armés identifiés comme des rebelles du M23-AFC-RDF, en représailles à l'assassinat présumé d'un de leurs éléments par la population. Ces meurtres s'inscrivent dans un contexte de tensions prolongées entre ces rebelles et Wazalendo, notamment autour de Chirunga, provoquant des déplacements massifs vers Bukavu et d'autres zones jugées plus sûres. Les organisations de défense des droits humains dénoncent ces exécutions sommaires et appellent à une implication urgente des autorités judiciaires et sécuritaires pour que justice soit rendue.

RDC: le président Tshisekedi attend de la rentabilité de la part des entreprises à capitaux mixtes. Le président en a parlé longuement lors de la réunion du conseil des ministres ce week-end, d'après le compte-rendu officiel. Le président a dressé un constat préoccupant : dans plusieurs de la soixantaine d'entreprises à capital mixte où l'État de la RDC est actionnaire majoritaire ou minoritaire, la rentabilité est en cause. La plupart de ces sociétés sont moribondes et d'autres n'ont pas réalisé des bénéfices depuis de nombreuses années. La déconnexion des organes de gouvernance entraîne une perte d'influence et un manque à gagner pour le Trésor. Félix Tshisekedi appelle à rompre avec cette logique d'effacement. L'État doit jouer un rôle stratégique, actif, rigoureux et transparent, orienté vers la création de richesse et la bonne gouvernance. Fini la présence passive ; il faut une implication réelle au service de l'intérêt général. Le président a donné des instructions fermes au ministre du Portefeuille : vérifier la participation effective des mandataires de l'État dans toutes les instances décisionnelles. Il exige également le respect strict des droits patrimoniaux de l'État, incluant l'accès aux états financiers, la régularité des conseils d'administration, et l'application des recommandations issues d'audits. Enfin, il insiste sur une perception rigoureuse des dividendes, avec un système de traçabilité sécurisé pour garantir leur versement rapide au Trésor public. Un rapport complet sur l'état des lieux, les manquements constatés, les mesures correctrices et leurs résultats est attendu sous soixante jours. (RFI)

Plus de 2,9 millions de personnes visées par une nouvelle campagne contre le choléra au Maniema, soit 96 % de la population âgée d'un an et plus. La stratégie retenue est le porte-à-porte, pour atteindre même les zones les plus reculées. Les autorités provinciales appellent la population à adhérer massivement afin de stopper la propagation de cette maladie évitable. Avec un taux de létalité estimé à 3,5 %, le choléra représente une urgence de santé publique. D'où l'implication des partenaires techniques et financiers, à travers un appel à la collaboration entre tous les acteurs.

Occupation de l'AFC-M23 : les agents SNCC appellent Tshisekedi au secours. Plus d'une centaine d'agents de la Société nationale des chemins de fer du Congo, basés à Goma et Bukavu, ne perçoivent plus de salaire depuis février. Ils affirment avoir épuisé toutes les voies de recours auprès de la direction de leur entreprise. Face à la cherté de la vie et à leur incapacité croissante à assumer les obligations familiales, ils lancent un cri de détresse au plus haut sommet de l'État.

Le gouvernement interdit l'exclusion des élèves enceintes des établissements scolaires. Le ministère de l'Éducation nationale rappelle que les grossesses précoces représentent un facteur important de déscolarisation chez les jeunes filles, compromettant leur avenir et renforçant les inégalités de genre. Pour y remédier, les établissements scolaires sont désormais tenus de mettre en œuvre des mesures facilitant la continuité de la scolarisation de ces élèves, sans leur imposer de conditions administratives ou académiques discriminatoires. Aucune sanction ne devra être appliquée en raison d'une grossesse. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des engagements de la RDC en faveur de l'éducation inclusive et de la protection des droits des filles. Jusqu'au jour de la publication de cette note circulaire, le fait pour une élève de tomber enceinte en pleine année scolaire valait son exclusion des établissements scolaires de la RDC. (Actualité.CD)

Mardi 15 juillet.

Massacres en Ituri en RDC: la coalition d'opposition Lamuka demande un deuil national. « La coalition Lamuka et le peuple congolais ne comprennent pas pourquoi le régime de monsieur Félix Tshisekedi n'a pas jugé bon de décréter un deuil national. C'est un moyen d'interroger mais aussi de méditer sur les solutions à apporter pour protéger le peuple. Le rôle d'un gouvernement, c'est de protéger. Nous comprenons que la guerre d'occupation n'est pas au cœur de l'attention du temps, mais la responsabilité des hommes d'État, c'est de protéger non pas une partie du pays, mais tout le pays. Voilà pourquoi Lamuka exige un deuil national de quatre jours dans tout le pays, en mémoire des 66 Congolais qui ont été massacrés à la machette, au couteau, par les rebelles islamistes ADF dans le territoire d'Irumu. » (RFI)

Ituri : une « salle de la paix » inaugurée pour lutter contre l'impunité des crimes armés. Le Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale (CPI) a inauguré, lundi 14 juillet, une « salle de la paix » dans le village de Tsere, à la périphérie de Bunia (Ituri). Ce geste s'inscrit dans le cadre des réparations collectives des crimes commis en Ituri par des groupes armés entre 1999 et 2002. Construite avec des matériaux durables et entièrement équipée, cette salle peut accueillir plus de 1 000 personnes. Elle incarne les efforts conjoints du gouvernement et de ses partenaires internationaux pour promouvoir la justice, combattre l'impunité, et offrir un espace de dialogue pacifique entre les communautés locales. « Grâce à la CPI, cette salle devient un lieu d'espoir, de rassemblement, de formation et de développement pour les victimes et l'ensemble des habitants de Tsere et de ses environs ».

Plus de 4 000 déplacés en juin à cause des violences armées à Masisi et Rutshuru. Dans son rapport, OCHA révèle qu'entre le 19 et le 28 mai, dans les groupements de Bukombo, Mutanda, Bambo et Kihondo (chefferie de Bwito), près de 70 civils ont été tués et 766 maisons incendiées. En juin, les affrontements ont poussé plus de 3 600 personnes à fuir vers l'Hôpital de Birambizo, la paroisse catholique locale, ou des familles d'accueil à Bukombo. Dans le territoire de Masisi, les combats sur l'axe Masisi Centre–Nyabiondo ont provoqué le déplacement de plus de 1 200 personnes vers Walikale, notamment dans les villages de Kalambayiro et Buhimba. Entre le 24 et le 26 juin, des affrontements sur l'axe Kashuga–Kalembe (zone de santé de Mweso) ont forcé des centaines de civils à fuir vers des zones jugées plus sûres.

Reprise des combats entre le M23/AFC et les Wazalendo de l'APCLS dans le territoire de Masisi. Ce mardi matin, les villages de Shoa et Kauma se sont réveillés dans un calme précaire, après une journée entière de combats qui se sont poursuivis jusque tard dans la nuit. Une grande partie de la population a fui les violences, créant un nouveau mouvement de déplacés vers les zones plus sécurisées, notamment vers le groupement Waloa Yungu dans le territoire voisin de Walikale, ainsi que vers Loashi, Bukombo et Miandja. D'après des sources coutumières locales, l'attaque aurait été lancée par les éléments du M23/AFC venant de Nyabiondo (Masisi) et de Kashebere (Walikale), contre les positions de l'APCLS dirigée par Janvier Karairi à Shoa. Les combats auraient ensuite gagné d'autres villages proches.

Beni : vers la création d'une plateforme unifiée des associations et mutualités pour booster le développement local. Cette initiative, discutée lors d'une réunion technique tenue dimanche 13 juillet 2025, vise à coordonner et renforcer les efforts en faveur du développement de ce quartier en pleine expansion. Selon le président du comité local de développement de Kuka, cette future plateforme permettra de consolider les actions menées jusque-là de manière dispersée. Il a expliqué que cette démarche vise à renforcer les mécanismes de développement dans un quartier devenu très vaste et à définir de nouvelles stratégies pour favoriser l'épanouissement de la communauté. Les organisateurs appellent ainsi toute personne animée par un esprit de développement à rejoindre l'initiative pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans le quartier Masiani et ses environs.

